

Bruxelles, le 9.12.2016
C(2016) 8565 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 9.12.2016

**relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République démocratique
du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 9.12.2016

relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la République démocratique du Congo pour la période 2014-2020³, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après l'accord interne⁴) vise à contribuer au renforcement de l'état de droit et à la promotion de la démocratie en République démocratique du Congo par le renforcement des systèmes de gestion des finances publiques.
- (3) L'action intitulée «Projet d'Appui Coordonné pour une gestion des finances publiques plus participative, responsable et transparente en République démocratique du Congo» a pour objective la mise en œuvre plus efficace et efficiente des politiques du Gouvernement en République démocratique du Congo via une gestion des finances publiques plus transparente, responsable et participative. L'action vise à améliorer les capacités de gestion financière des institutions centrales et provinciales et à promouvoir la transparence et la lutte contre la corruption en appuyant les organisations de contrôle de la société civile. L'action est mis en œuvre à travers une modalité de projet par gestion indirecte (PAGODA -Pillar Assessed Grant or Delegation Agreement) avec la Banque Mondiale.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ C(2014)3904 du 17.06.2014

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n°1268/2012 de la Commission⁵ FED applicable conformément à l'article 2 paragraphe 1 et à l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n°966/2012, applicable conformément à l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Lorsque la nouvelle évaluation des piliers a déjà été effectuée. Ces entités respectent les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n°966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place. La Banque Mondiale fait actuellement l'objet de l'évaluation prévue par le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place. Par anticipation des résultats de cette évaluation, l'ordonnateur compétent considère, compte tenu de l'évaluation positive en vertu du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil⁶ et de la coopération de qualité établie de longue date avec cette entité, que des tâches d'exécution du budget peuvent lui être confiées.
- (6) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables conformément à l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (7) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable conformément l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (8) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée dans l'annexe, est adoptée.

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

⁶ Règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (OJ L 248, 16.9.2002, p.1).

Le programme comporte l'action suivante:

- Annexe: Projet d'Appui Coordonné pour une gestion des finances publiques plus participative, responsable et transparente en République démocratique du Congo.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 15 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente. Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable conformément à l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable conformément à l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 9.12.2016

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission